

Quelle



famille?

Bulletin sur les familles et les personnes qui les composent
Direction de la veille et des connaissances stratégiques

Les jeunes Québécoises et les jeunes Québécois veulent-ils (encore) avoir des enfants?

La manière dont les jeunes Québécoises et les jeunes Québécois se représentent leur avenir est un aspect de la vie dont la littérature scientifique a traité sous plusieurs angles au cours des dernières années et qu'elle continue de traiter (Chaire-réseau de recherche sur la jeunesse du Québec, 2021). Mieux connaître la façon dont les jeunes entendent leur avenir permet de mettre en lumière ce qui compte pour eux de même que la place et le rôle que jouent notamment la famille, les études et le travail dans ce futur imaginé. À cet égard, la famille a toujours été placée haut dans l'échelle des valeurs des jeunes au Québec, tout comme dans d'autres sociétés

occidentales, et les résultats des sondages et des enquêtes se révèlent constants à ce sujet (Molga, 2010; Roy, 2007; Pronovost et Royer, 2004). La famille serait centrale chez les nouvelles générations, en particulier chez les jeunes femmes, et l'importance qui y est accordée serait même, selon certains, en nette progression. Les jeunes adultes seraient toujours attachés à la vie de couple et au fait de devenir père ou mère, mais dans un cadre de partage plus égalitaire des tâches entre les deux parents que celui dans lequel ils ont vécu (Royer, 2009; Tremblay et Roy, 2015).

Table des matières

Introduction	1
Précisions méthodologiques.....	3
Portrait général de l'intention d'avoir un enfant chez les jeunes de 19 ans.....	5
L'étude de l'évolution du désir d'enfant et de sa concrétisation au Québec : l'éclairage unique de l'ELDEQ.....	8
L'intention ferme d'avoir un enfant à court ou à moyen terme selon différentes caractéristiques mesurées à l'âge de 19 ans	10
En résumé.....	14
Bibliographie	15
ANNEXE.....	16



Donner naissance à un enfant constitue encore aujourd'hui une étape importante dans la vie de la plupart des hommes et des femmes, voire la plus importante dans plusieurs cas (Conseil de la famille et de l'enfance, 2007; Fonds des Nations Unies pour la population, 2018). En effet, devenir parent implique de nombreux changements dans la vie, et ces changements sont très significatifs notamment en raison des responsabilités qui y sont rattachées. Il s'agit d'une des rares décisions qui demandent un engagement à long terme, voire à vie. On peut avoir des ex-conjoints, mais il n'est pas concevable d'avoir des ex-enfants.

Le contexte décisionnel menant à fonder ou à agrandir une famille s'est profondément modifié au cours des dernières décennies. Depuis le milieu des années 1960, l'avènement d'une contraception efficace a contribué en partie à faire de la fécondité une démarche délibérée, beaucoup moins

soumise qu'auparavant aux aléas du destin ou du hasard. Cette nouvelle possibilité de pouvoir contrôler les naissances a laissé une plus large place au choix d'avoir ou de ne pas avoir d'enfant. Cette expression du désir ou non d'avoir des enfants a d'ailleurs trouvé écho à de nombreuses reprises au cours des dernières années dans les médias au Québec, reflétant ainsi l'importance sociale accordée à ce sujet. Des considérations environnementales ont notamment été évoquées par des jeunes qui affirment ne pas vouloir d'enfant (Pierremont et Lévy, 2017). À travers diverses lettres d'opinion et de portraits journalistiques, plusieurs femmes ayant fait le choix de ne pas être mères ont, par ailleurs, estimé être soumises à une pression sociale les obligeant à se justifier.

D'autres écrits ont mis de l'avant que le désir d'enfant ne pouvait être considéré comme une affaire de motivation purement individuelle ou matérielle, puisque la maternité demeure toujours fortement valorisée socialement pour les femmes (Observatoire des réalités familiales du Québec, 2019). La menace au droit à l'avortement constitue un autre enjeu social ayant été rattaché à l'idée que le désir d'avoir des enfants, ou non, ne peut être envisagé comme étant uniquement personnel et doit tout autant être abordé selon une perspective sociétale.

Sur le plan des politiques, la question du désir d'enfant s'est inscrite au cours des dernières décennies à l'intérieur de celle, plus large, de la concrétisation du désir d'enfant au sein des juridictions confrontées à une faible, voire une très faible fécondité. En effet, plusieurs pays occidentaux ont poursuivi de manière plus ou moins explicite l'objectif de hausser la natalité afin d'améliorer leur situation et leurs perspectives démographiques, notamment pour faire face aux conséquences anticipées d'un vieillissement accéléré de leur population (Fonds des Nations Unies pour la population, 2018).

Le Québec n'a pas fait exception à cette tendance; il a notamment déployé diverses mesures susceptibles de lever certains obstacles à la réalisation du désir d'enfant chez les hommes et les femmes en poursuivant l'objectif général de faciliter la conciliation famille-travail, que l'on pense au développement accéléré d'un réseau de services de garde éducatifs à l'enfance ou à la mise en œuvre du Régime québécois d'assurance parentale (Roy et Bernier, 2006; Roy, 2004).

Plus récemment, on trouve dans des écrits gouvernementaux, tels que la Politique québécoise de la jeunesse, différents énoncés dénotant une volonté politique de s'assurer que la poursuite des parcours professionnels et d'études suivis par les femmes et les hommes ne fait pas obstacle à leur désir d'avoir des enfants, notamment par la mise en place de mesures diverses dans le domaine de la conciliation famille-travail-études (Secrétariat à la jeunesse, 2016; Ministère de la Famille, 2019).

Malgré l'intérêt du sujet, la question du désir d'enfant chez les jeunes a somme toute été historiquement peu explorée au Québec, surtout récemment et sur le plan quantitatif. On peut probablement lier cette situation au manque d'enquêtes et de données disponibles. Soulignons cependant les travaux réalisés durant les années 1970 et 1980 par Henripin et Lapierre-Adamcyk (1974) et Lapierre-Adamcyk (1982), ainsi que les travaux de Dandurand et de ses collègues (1997), de Lapierre-Adamcyk et de Bingoly-Liworo (2003) et du Conseil permanent de la jeunesse (2007) au cours des années 1990 et 2000 de même que ceux réalisés par le ministère de la Famille (2017) et Rousseau (2020) plus récemment.

À partir des données les plus récentes, le présent numéro du bulletin *Quelle famille ?* propose d'approfondir les connaissances sur

le désir d'enfant exprimé dans le contexte particulier du passage à l'âge adulte au Québec en présentant des résultats inédits sur le sujet, tant chez les jeunes hommes que chez les jeunes femmes.

Il s'appuie, pour ce faire, sur l'analyse des données de l'Étude longitudinale du développement des enfants du Québec (ELDEQ) de l'Institut de la statistique du Québec (ISQ) réalisée en 2017 (pour plus de détails, voir l'encadré « Précisions méthodologiques »). Le lecteur trouvera une description sous plusieurs angles des désirs et des intentions de fécondité des jeunes hommes et des jeunes femmes âgés de 19 ans, notamment sous l'angle de leur désir (ou non) d'avoir des enfants au cours de leur vie, du degré d'indécision et de fermeté exprimé à ce sujet, de même que du délai envisagé pour concrétiser leur désir d'avoir un enfant et le nombre d'enfants souhaité, le cas échéant.

Comme les relations amoureuses prennent une place importante dans le passage à la vie adulte, le lien entre le fait d'avoir (ou non) un chum, une blonde, un conjoint ou une conjointe et le désir d'enfant sera étudié. D'autres caractéristiques individuelles, familiales ou sociales susceptibles d'avoir un lien étroit avec le désir (ou non) d'avoir un enfant feront également l'objet d'analyses dans le présent bulletin.



Précisions méthodologiques

L'ELDEQ et la population visée

Les analyses reposent sur les données de l'ELDEQ, conduite par l'ISQ avec la collaboration de différents partenaires¹. L'objectif principal de cette étude est de comprendre les trajectoires de vie et de déterminer les facteurs qui, pendant la petite enfance, contribuent à l'adaptation sociale et à la réussite scolaire des jeunes. Compte tenu de son caractère multidisciplinaire, l'ELDEQ peut répondre à une multitude d'autres objectifs de recherche portant sur le devenir des enfants et des jeunes. La population visée par l'ELDEQ est composée d'enfants (naissances simples) nés de mères vivant au Québec en 1997-1998². L'échantillon initial admissible au suivi longitudinal comptait 2 120 enfants. Chacun a fait l'objet d'un suivi annuel de l'âge d'environ 5 mois jusqu'à l'âge d'environ 8 ans, puis d'un suivi bisannuel jusqu'à l'âge de 12 ans. Par la suite, trois collectes de données ont eu lieu, soit en 2011, en 2013 et en 2015, quand la majorité des jeunes étaient en 1^{re}, en 3^e et en 5^e année du secondaire. Trois autres collectes ont eu lieu en 2017, en 2019 et en 2021 auprès des mêmes jeunes devenus adultes et alors âgés respectivement de 19, 21 et 23 ans.

Les analyses de ce bulletin se rapportent aux données recueillies lors de la 15^e collecte réalisée en 2017, alors que les jeunes étaient âgés d'environ 19 ans. Il est important de mentionner que, comme l'ELDEQ est menée auprès d'une cohorte d'enfants nés au Québec en 1997-1998, les jeunes âgés de 19 ans nés hors Québec ne font pas partie de la population visée. En 2017, ces jeunes représentaient environ 14 % de la population québécoise âgée de 19 ans. Ainsi, le choix conceptuel et méthodologique de ne pas échantillonner d'enfants parmi le groupe des enfants arrivés au Québec après leur naissance limite les analyses quant à cette population.

L'échantillon final retenu pour l'analyse du désir d'enfant, pondéré à des fins de représentativité, comprend 1 400 jeunes représentant, en 2017, une population d'environ 78 000 hommes et femmes âgés de 19 ans et nés au Québec.

La mesure et l'analyse du désir d'enfant chez les jeunes de l'ELDEQ

C'est lors de la 15^e collecte, en 2017, que des questions sur le désir d'enfant des jeunes ont été introduites pour la première fois dans l'ELDEQ. Pour saisir sous plusieurs angles les intentions de fécondité des jeunes, les questions suivantes leur ont été alors posées :

- As-tu l'intention d'avoir un enfant biologique ou adopté légalement, maintenant ou plus tard ?
- Jusqu'à quel point pourrais-tu changer d'avis et finalement ne pas vouloir un enfant ?
- Personnellement, combien d'enfants as-tu l'intention d'avoir en tout ?
- Dans combien de temps penses-tu avoir un enfant ?
- Jusqu'à quel point pourrais-tu changer d'avis et finalement vouloir un enfant ?
- Ton *chum* ou ta *blonde* (conjoint ou conjointe) a-t-il (elle) l'intention d'avoir un enfant, maintenant ou plus tard ?

Chacune des réponses à ces questions a fait l'objet de traitements et d'analyses statistiques permettant, notamment, d'obtenir des résultats ventilés selon le sexe afin de savoir si des différences notables peuvent être observées entre les jeunes femmes et les jeunes hommes à ces égards.

Dans toute enquête populationnelle comme celle de l'ELDEQ, les estimations statistiques produites comportent des erreurs dues à l'échantillonnage, compte tenu du fait que l'on enquête seulement sur une partie de la population visée au lieu d'effectuer un recensement. Ces erreurs d'échantillonnage peuvent avoir des répercussions sur les estimations statistiques produites en ce qui a trait à leur précision. Il est donc nécessaire de mesurer cette dernière pour chaque estimation statistique et d'en tenir compte dans l'interprétation des résultats inférés à la population visée. C'est ainsi que tous les résultats décrits dans le présent bulletin ont fait l'objet de tests statistiques. Le logiciel d'analyse statistique STATA a été utilisé pour ce faire. Ce dernier permet de faciliter l'utilisation des bases de données d'enquêtes et de mener une grande variété d'analyses statistiques.

Le coefficient de variation a été retenu comme mesure relative de la précision³. Les estimations dont le coefficient de variation est inférieur ou égal à 15 % sont jugées suffisamment précises pour être présentées dans le présent bulletin sans y ajouter d'indication de précaution quant à leur utilisation.

1 En plus de l'ISQ, la Fondation Lucie et André Chagnon, le ministère de l'Éducation, l'Institut de recherche Robert-Sauvé en santé et sécurité du travail et le ministère de la Famille représentent actuellement les principaux partenaires financiers de l'étude.

2 Les enfants dont les mères vivaient à ce moment-là dans certaines régions sociosanitaires (Nord-du-Québec, territoire cri ou territoire inuit) ou sur des réserves indiennes n'ont pas été retenus pour des raisons opérationnelles. Certains enfants n'ont également pas été retenus en raison de contraintes liées à la base de sondage ou de problèmes de santé majeurs.

3 La lectrice ou le lecteur intéressé à en savoir plus sur les mesures d'erreur d'échantillonnage telles que le coefficient de variation peut consulter le document de vulgarisation « Les statistiques. Le pouvoir des données! » (Statistique Canada, 2021, section 3.5.2).

En ce qui a trait aux analyses statistiques bivariées réalisées, et dont les résultats sont illustrés tout au long du présent bulletin dans les tableaux et les graphiques, elles ont toutes fait l'objet de tests ayant pour but de mesurer la relation ou l'association entre deux variables, par exemple entre la fréquentation scolaire et l'intention ferme (ou non) d'avoir un enfant à court ou à moyen terme. Le test de khi-carré est un test de signification statistique permettant de déterminer si l'association découverte entre deux variables à partir de données d'échantillon se retrouve également dans la population de laquelle provient l'échantillon.

Le tableau **Répartition (en %) des jeunes de 19 ans en fonction de diverses caractéristiques sociodémographiques, Québec, 2017** (en annexe) présente la distribution pondérée des répondants et des répondantes pour chacune des variables retenues dans les analyses bivariées.

Lorsqu'une dépendance entre deux variables était observée, la démarche subséquente était de vérifier si les différentes proportions comparées avaient des intervalles de confiance distincts. Tous les écarts et toutes les différences entre deux estimations mentionnées dans le texte sont significatifs au seuil de confiance de 5 %, à moins d'indication contraire.

Toujours concernant la présentation des résultats dans les tableaux et les figures, il est à noter que des lettres ont été ajoutées en exposant (^a, ^b, ^c, etc.) aux statistiques afin d'indiquer quelles sont les paires de catégories d'une variable de croisement pour lesquelles il existe une différence significative au seuil de 5 %. Ainsi, une même lettre signale un écart statistiquement significatif entre les valeurs de ces deux catégories.

Toutes les estimations statistiques réalisées ont été pondérées à l'aide des poids appropriés fournis par l'ISQ. Chacun des jeunes de l'enquête s'est vu attribuer un poids, lequel constitue le nombre moyen de jeunes de la population qu'il représente.

Modèle de régression logistique

Une technique statistique nommée régression logistique a été retenue pour estimer, chez les jeunes âgés de 19 ans, la relation entre diverses caractéristiques et la probabilité d'exprimer l'intention ferme d'avoir un enfant au cours des cinq prochaines années suivant le moment où ils ont été interrogés à ce sujet.

Les résultats présentés dans le tableau 2 indiquent la probabilité, sous forme de rapport de cotes, pour un certain nombre de caractéristiques. Pour chaque variable, un groupe de référence sert de repère. Par définition, la probabilité pour le groupe de référence est égale à 1,00. Une probabilité supérieure à 1,00 pour le groupe de comparaison signifie que le facteur à l'étude a un effet positif sur la probabilité qu'un répondant ou une répondante exprime l'intention ferme d'avoir un enfant à court ou à moyen terme. Inversement, une probabilité inférieure à 1,00 indique un effet négatif par comparaison au groupe de référence. Enfin, une probabilité égale à 1,00 signifie que le facteur à l'étude n'a aucun effet par comparaison au groupe de référence.

La signification statistique des estimations produites par la régression logistique a été calculée à divers seuils, dont le plus élevé à 5 %⁴.



4 Une probabilité égale ou inférieure à 5 % laisse peu de chances (une sur vingt) de découvrir une relation dans un échantillon alors qu'il n'y en a pas dans la population de laquelle est tiré cet échantillon.

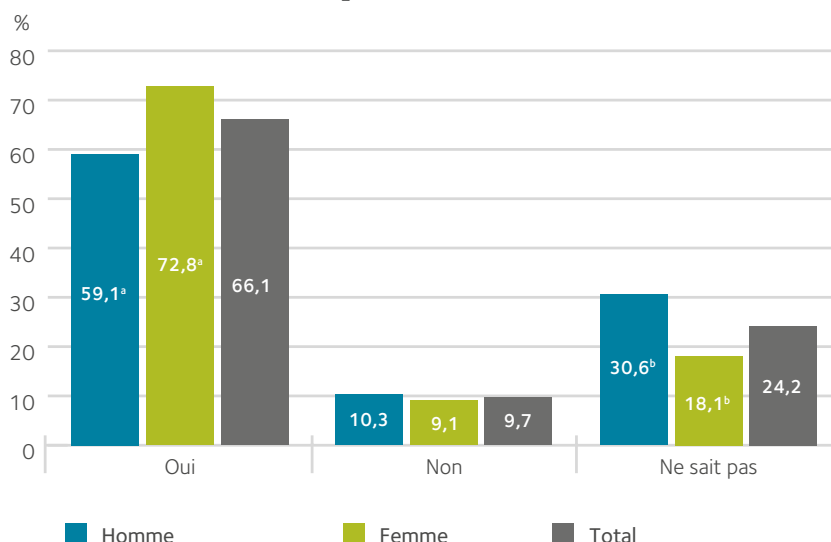
Portrait général de l'intention d'avoir un enfant chez les jeunes de 19 ans

La **figure 1** révèle qu'une grande majorité des jeunes âgés de 19 ans ont déclaré vouloir des enfants. À la question fondamentale « As-tu l'intention d'avoir un enfant biologique ou adopté légalement, maintenant ou plus tard ? », les deux tiers (66 %) ont répondu dans l'affirmative. La proportion de jeunes ayant l'intention d'avoir un enfant diffère par ailleurs selon le sexe. En effet, près de 73 % des jeunes femmes ont indiqué souhaiter avoir un enfant, maintenant ou plus tard, alors que cette proportion se situe à un peu moins de 60 % chez les jeunes hommes.

Si le désir d'enfant s'avère manifeste pour la majorité des jeunes, il n'est ni concret ni clair pour près du quart d'entre eux (24 %), lesquels ont indiqué ne pas savoir s'ils avaient ou non l'intention d'avoir un enfant un jour. Ce que l'on perçoit ici est sans doute la difficulté, pour plusieurs, de se projeter, à ce jeune âge, dans la formation d'une famille. Cet aspect sera exploré un peu plus loin dans ce bulletin. On note une fois de plus des différences entre les jeunes hommes et les jeunes femmes, les premiers étant plus nombreux, en proportion, que les secondes à répondre « ne sais pas » (31 % c. 18 %).

Enfin, il y a ceux et celles qui ne veulent pas d'enfant, qui correspondent à environ 10 % des jeunes. Aucune différence significative ne ressort toutefois à cet égard entre les jeunes femmes et les jeunes hommes.

Figure 1 Répartition des jeunes de 19 ans¹ selon l'intention ou non d'avoir un enfant (maintenant ou plus tard) et le sexe, Québec, 2017



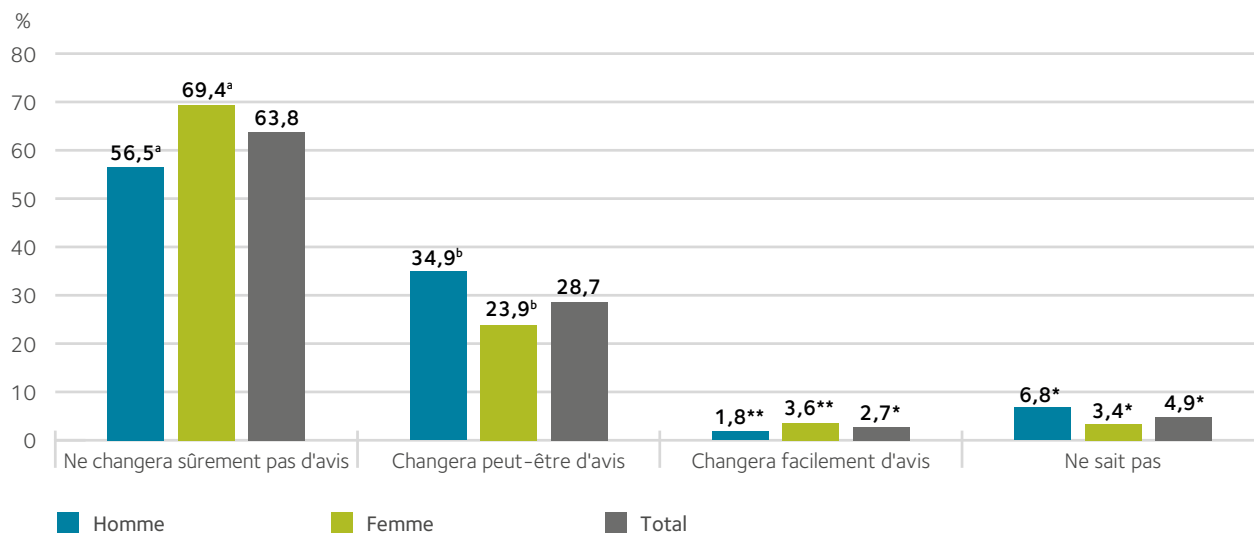
Source : Institut de la statistique du Québec, *Étude longitudinale du développement des enfants du Québec, 1998-2017*, calculs du ministère de la Famille.

Notes : 1. Nés au Québec en 1997-1998.

Pour une catégorie de réponse donnée selon le sexe, les pourcentages (%) accompagnés d'un même exposant sont statistiquement différents au seuil de 0,05.



Figure 2 Répartition des jeunes de 19 ans¹ ayant l'intention d'avoir un enfant (maintenant ou plus tard) selon le degré de certitude et le sexe, Québec, 2017



Source : Institut de la statistique du Québec, *Étude longitudinale du développement des enfants du Québec, 1998-2017*, calculs du ministère de la Famille.

Notes : 1. Nés au Québec en 1997-1998.

* Coefficient de variation compris entre 15 % et 25 %; à interpréter avec prudence.

** Coefficient de variation supérieur à 25 %; estimation imprécise fournie à titre indicatif seulement.

Pour une catégorie de réponse donnée selon le sexe, les pourcentages (%) accompagnés d'un même exposant sont statistiquement différents au seuil de 0,05.

Des intentions certaines et d'autres plus floues, un délai envisagé pour réaliser le désir d'enfant plus ou moins rapproché dans le temps

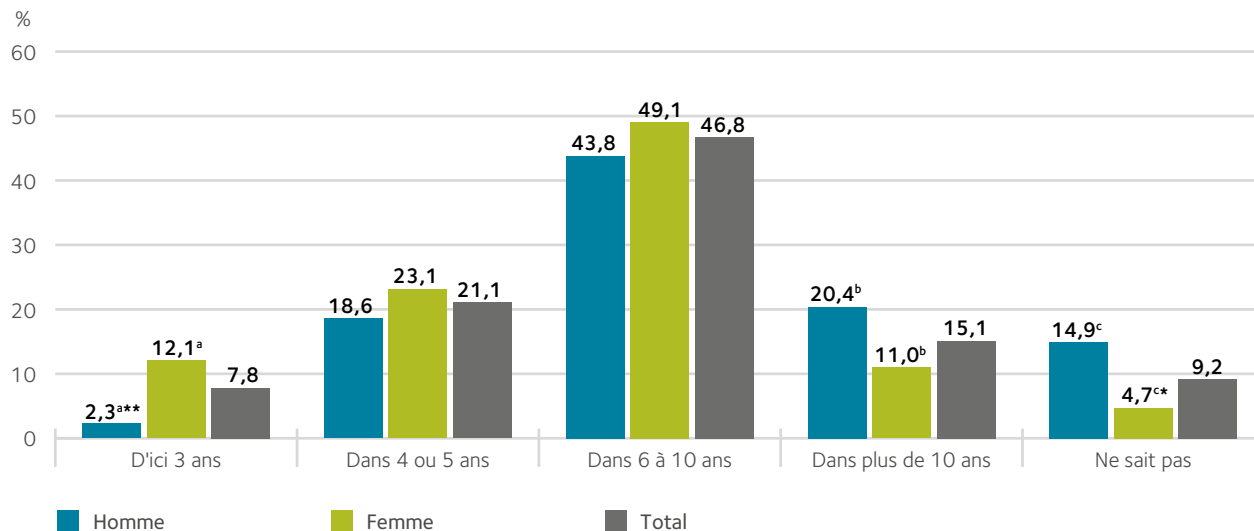
Devant le constat confirmant qu'une majorité de jeunes souhaitent avoir des enfants, alors que d'autres n'éprouvent pas ce désir, l'intérêt d'étayer ces intentions devient manifeste. Ces dernières peuvent être précisées selon leur degré de fermeté, c'est-à-dire la place laissée au doute quant à la satisfaction du désir de mettre au monde un enfant dans un avenir plus ou moins rapproché. Les informations recueillies auprès des jeunes âgés de 19 ans montrent ainsi que près de 64 % de ceux ayant manifesté l'intention d'avoir un enfant ne changeront sûrement pas d'avis à ce sujet (**figure 2**). Pour eux, la maternité et la paternité semblent faire peu de doutes. En revanche, près de 29 % des jeunes pourraient peut-être changer d'avis, alors que seuls 3 % d'entre eux environ ont indiqué qu'ils pourraient facilement changer d'avis.

Le degré de fermeté des intentions de fécondité diverge de manière importante lorsque l'on compare les jeunes hommes aux jeunes femmes. À ce sujet, les données montrent qu'environ 70 % des jeunes femmes ayant déclaré vouloir avoir un enfant indiquent qu'elles ne changeront



sûrement pas d'avis, comparativement à 57 % des jeunes hommes. À l'inverse, les jeunes hommes sont plus nombreux, en proportion, à déclarer qu'ils changeront peut-être d'avis par rapport aux jeunes femmes (35 % c. 24 %).

Figure 3 Répartition des jeunes de 19 ans¹ ayant l'intention d'avoir un enfant (maintenant ou plus tard) selon le délai envisagé et le sexe, Québec, 2017



Source : Institut de la statistique du Québec, *Étude longitudinale du développement des enfants du Québec, 1998-2017*, calculs du ministère de la Famille.

Notes : 1. Nés au Québec en 1997-1998.

* Coefficient de variation compris entre 15 % et 25 %; à interpréter avec prudence.

** Coefficient de variation supérieur à 25 %; estimation imprécise fournie à titre indicatif seulement.

Pour une catégorie de réponse donnée selon le sexe, les pourcentages (%) accompagnés d'un même exposant sont statistiquement différents au seuil de 0,05.

Le souhait exprimé d'avoir des enfants peut également se préciser en termes d'échéance, d'objectif ou tout simplement de temps. Certains manifestent le désir d'avoir un enfant à court ou à moyen terme. La **figure 3** montre que 8 % des jeunes ayant l'intention d'avoir un enfant l'envisagent d'ici les trois prochaines années, alors qu'environ un cinquième (21 %) pensent avoir un enfant d'ici quatre ou cinq ans.

La majorité des jeunes âgés de 19 ans envisagent de concrétiser ce désir d'enfant dans un horizon plus lointain. Ils sont près de la moitié (47 %) à souhaiter devenir parents d'ici six à dix ans, soit entre leur 25^e et leur 30^e anniversaire. Environ 15 % envisagent le tout d'ici plus de dix ans.

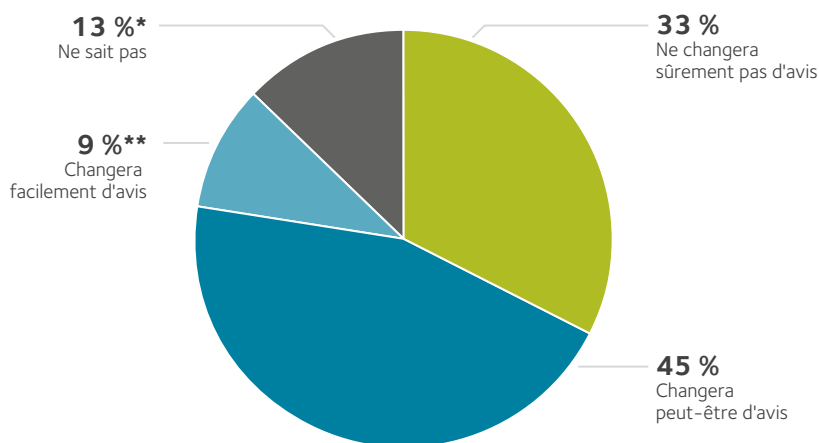
Signe encore une fois d'une difficulté pour plusieurs jeunes à avoir une idée précise de la parentalité, environ un sur dix (9 %) souhaitant avoir un enfant a indiqué ne pas savoir à quel moment cette éventualité se réalisera.



On note par ailleurs que le délai envisagé pour devenir parent varie nettement selon qu'on interroge les jeunes femmes ou les jeunes hommes. Alors que 12 % des jeunes femmes désirant un enfant ont déclaré l'envisager d'ici trois ans, cette proportion n'est que de 2 % chez les jeunes hommes. Au contraire, les jeunes hommes sont plus susceptibles que les jeunes femmes d'avoir déclaré un horizon de plus de dix ans pour la concrétisation de leur désir d'enfant (20 % c. 11 %), ou tout simplement à ne pas avoir d'idée à ce sujet (15 % c. 5 %).

Enfin, des nuances apparaissent parmi les jeunes ayant indiqué ne pas vouloir d'enfant au regard de la fermeté de leurs intentions. La **figure 4** montre à cet égard qu'environ le tiers des jeunes pour qui la paternité ou la maternité ne semble pas une option ne changeront sûrement pas d'avis. Plus de la moitié pensent peut-être (45 %) ou facilement (9 %) changer d'avis, alors que 13 % ne le savent pas. Les données ne permettent pas de déceler de variations de cet aspect concernant les intentions de fécondité entre les jeunes femmes et les jeunes hommes ayant déclaré ne pas vouloir d'enfant.

Figure 4 Répartition (%) des jeunes de 19 ans¹ n'ayant pas l'intention d'avoir un enfant (maintenant ou plus tard) selon le degré de certitude, Québec, 2017



Source : Institut de la statistique du Québec, *Étude longitudinale du développement des enfants du Québec, 1998-2017*, calculs du ministère de la Famille.

Notes : 1. Nés au Québec en 1997-1998.

* Coefficient de variation compris entre 15 % et 25 %; à interpréter avec prudence.

** Coefficient de variation supérieur à 25 %; estimation imprécise fournie à titre indicatif seulement.

L'étude de l'évolution du désir d'enfant et de sa concrétisation au Québec : l'éclairage unique de l'ELDEQ

Est-ce que les jeunes modifieront leurs intentions de fécondité dans le futur ? À la baisse, à la hausse ? Est-ce que leurs souhaits pour l'avenir vont se concrétiser ? Par définition, la concrétisation du désir d'enfant requiert du temps. En prenant la peine d'interroger une première fois les jeunes sur ces questions, en 2017, alors qu'ils étaient âgés de 19 ans, puis de les réinterroger au fur et à mesure de leur avancée en âge, jusqu'à ce qu'ils atteignent 25 ans, l'ELDEQ fournira des données inédites permettant non seulement de mesurer l'évolution du désir d'enfant des jeunes au fil de leur passage à la vie adulte, mais aussi de savoir dans quelle mesure ils ont réalisé (ou non) leurs projets à la mi-vingtaine.

En effet, les jeunes ont déjà été interrogés sur leur désir futur d'enfant en 2019 et en 2021 alors qu'ils étaient respectivement âgés de 21 et de 23 ans. Il est également prévu de recueillir une dernière fois, en 2023, des informations sur ce sujet lorsqu'ils auront atteint l'âge de 25 ans. En parallèle, l'ELDEQ précise si les jeunes sont devenus ou non parents dans l'intervalle de deux ans séparant chacune des collectes de données.

La collecte de l'ELDEQ réalisée en 2021 de même que celle prévue en 2023 pourraient par ailleurs permettre des analyses de l'évolution des intentions de fécondité des jeunes dans le contexte des répercussions de la crise sanitaire sans précédent de la COVID-19. Nombre de ces derniers ont subi des impacts collatéraux importants en lien avec la pandémie, notamment sur le plan de la santé psychologique, du travail, des études et des finances personnelles (Direction régionale de la santé publique de Montréal, 2020).

Un minimum de deux enfants souhaités

Comme mentionné précédemment, les deux tiers des jeunes âgés de 19 ans expriment le souhait de devenir parents. Combien, au juste, veulent-ils d'enfants ? Très peu ont indiqué n'en vouloir qu'un seul, soit 6 % seulement (figure 5). C'est ainsi que la très vaste majorité (90 %) d'entre eux ont l'intention d'en avoir au minimum deux. Plus de la moitié (54 %) souhaitent devenir parents de deux enfants, alors que près du quart ont l'intention d'avoir trois enfants. Plus d'un jeune sur dix (11 %) ayant déclaré vouloir au moins un enfant souhaite même en avoir quatre ou plus. Une très faible proportion (4 %) des jeunes souhaitant devenir parents sont indécis quant au nombre d'enfants envisagé.

Ces résultats rejoignent notamment ceux du Conseil permanent de la jeunesse (2007) qui témoignent qu'à de rares exceptions près, les jeunes adultes interrogés veulent plus d'un enfant, pour des raisons variées. La présence de frères et de sœurs s'impose à plus d'un égard, notamment par souci de transmettre des valeurs familiales de partage

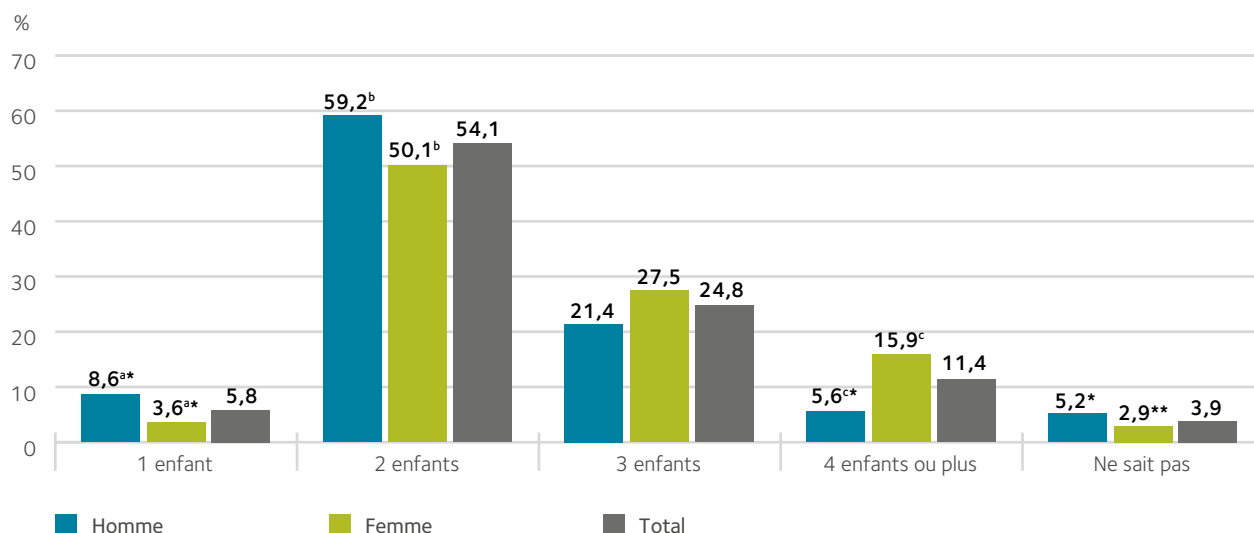
et de respect. La crainte de « l'enfant-roi » et de ses difficultés appréhendées se manifeste également. Par ailleurs, le nombre d'enfants envisagé varie parfois fortement lorsque l'on compare entre eux les jeunes hommes et les jeunes femmes. Ainsi, les premiers sont plus susceptibles que les deuxièmes à souhaiter un seul enfant (9 % c. 4 %) ou deux (59 % c. 50 %). À l'inverse, les femmes sont environ trois fois plus nombreuses, en proportion, que les hommes à envisager d'avoir quatre enfants ou plus (16 % c. 6 %).

Dans l'ensemble, ces résultats vont de pair avec les conclusions des travaux sur le sujet réalisés au cours des dernières années auprès des jeunes Québécois et Québécoises. Le désir d'enfant chez les jeunes est très présent et s'exprime souvent dès le plus jeune âge. Il se situe autour de deux enfants en moyenne, et même plus pour certains (Lapierre-Adamcyk et Bingoly-Liworo, 2003 ; Ministère de la Famille, 2017). Au-delà de ces quelques constats généraux, les recherches qualitatives antérieures s'étant penchées sur la dynamique des désirs et des projets

d'enfants des jeunes adultes en brossent cependant un portrait complexe, empreint d'incertitudes et susceptible d'évoluer par vagues pour plusieurs. L'évolution du désir d'enfant se caractérise, par exemple pour les jeunes femmes interrogées par Dandurand, Bernier et Lemieux (1997), par des sommets atteints autour de la jeune vingtaine, suivis d'une chute puis d'une remontée au cours de la seconde moitié de la vingtaine.

Des résultats semblables à ceux rapportés jusqu'à maintenant ont par ailleurs été observés en Allemagne, aux États-Unis et ailleurs au Canada en ce qui a trait aux différences entre les jeunes hommes et les jeunes femmes (Geist et Brauner-Otto, 2018 ; Edmonston et collab., 2010 ; Kunht et collab., 2021). Ces dernières veulent de façon générale des enfants plus tôt, en souhaitent davantage et sont plus affirmées quant à leurs intentions.

Figure 5 Répartition des jeunes de 19 ans¹ ayant l'intention d'avoir un enfant (maintenant ou plus tard) selon le nombre d'enfants désirés et le sexe, Québec, 2017



Source : Institut de la statistique du Québec, *Étude longitudinale du développement des enfants du Québec, 1998-2017*, calculs du ministère de la Famille.

Notes : 1. Nés au Québec en 1997-1998.

* Coefficient de variation compris entre 15 % et 25 % ; à interpréter avec prudence.

** Coefficient de variation supérieur à 25 % ; estimation imprécise fournie à titre indicatif seulement.

Pour une catégorie de réponse donnée selon le sexe, les pourcentages (%) accompagnés d'un même exposant sont statistiquement différents au seuil de 0,05.

L'intention ferme d'avoir un enfant à court ou à moyen terme selon différentes caractéristiques mesurées à l'âge de 19 ans

Même si la majorité des jeunes femmes et des jeunes hommes âgés de 19 ans ont l'intention d'avoir au moins un enfant au cours de leur vie, ce désir s'avère somme toute assez vague ou lointain pour plusieurs, comme mentionné précédemment. Certains en font cependant un projet envisageable à court ou à moyen terme. C'est le cas d'environ un jeune sur sept (15 %) qui s'attend à avoir un enfant dans les cinq ans à venir et qui ne changera sûrement pas d'idée à ce sujet. Qui sont ces jeunes exprimant un tel désir empreint de certitude ? En quoi se différencient-ils des autres ? Considérant la place récurrente qu'occupe la concrétisation du désir d'enfant dans les débats publics et les orientations gouvernementales en matière de conciliation famille-travail-études notamment, il s'avère pertinent de chercher à déterminer les situations qui favorisent ou qui, au contraire, freinent une plus grande expression du désir d'enfant chez les jeunes adultes.

Le **tableau 1** présente ainsi la distribution des jeunes âgés de 19 ans ayant exprimé un projet d'enfant ferme et envisageable à court ou à moyen terme, en fonction de diverses caractéristiques susceptibles d'y être associées. Le choix de ces dernières repose sur l'état des connaissances concernant les déterminants contemporains de la fécondité (pour une revue, voir Balbo, Billari et Mills, 2012; Wilkins, 2019) et, plus particulièrement, sur les principales transitions du parcours de vie concurrentes qui caractérisent le passage à l'âge adulte, qu'il s'agisse par exemple de l'engagement amoureux et conjugal, du départ de la résidence familiale, de l'obtention d'un diplôme ou de l'entrée dans le monde du travail (Liebfroer, 2009; Testa et Rampezzo, 2018). D'autres caractéristiques socioéconomiques et démographiques recensées dans la littérature comme susceptibles de faire varier l'expression d'un projet d'enfant envisageable à court ou à moyen terme chez les jeunes et pour lesquelles des informations sont disponibles dans l'ELDEQ ont également été prises en compte dans les analyses réalisées.

Tableau 1 Répartition (en %) des jeunes âgés de 19 ans¹ ayant exprimé l'intention ferme d'avoir un enfant à court ou à moyen terme selon diverses caractéristiques sociodémographiques, Québec, 2017

	A l'intention ferme d'avoir un enfant à court ou à moyen terme
	%
SEXE	
Homme	9,2 ^a
Femme	19,8 ^a
INTENTION DE FÉCONDITÉ DU CONJOINT OU DE LA CONJOINTE	
Pas de conjoint	6,7 ^a
Conjoint a l'intention d'avoir un enfant	31,8 ^{a,b,c}
Conjoint n'a pas l'intention d'avoir un enfant	7,7 ^{**b}
Conjoint ne sait pas s'il a l'intention d'avoir un enfant	1,0 ^{**c}
SITUATION RÉSIDENTIELLE	
A l'intention de quitter le domicile parental d'ici quatre ans	25,6 ^a
A déjà quitté le domicile parental	17,6 ^b
Réside au domicile parental	7,5 ^{a,b}
PLUS HAUT DIPLÔME SOUHAITÉ	
Diplôme d'études secondaires ou moins	21,5 ^a
Diplôme d'études collégiales	25,3 ^b
Diplôme universitaire de 1 ^{er} cycle	16,0 ^c
Maîtrise ou doctorat	8,0 ^{a,b,c}
Aucun diplôme souhaité en particulier	13,9 [*]
STATUT D'EMPLOI ET D'ÉTUDES	
Ni aux études ni au travail	23,4 ^{**a}
Au travail seulement	24,2 ^b
Aux études seulement	7,3 ^{*a,b,c}
Aux études et au travail	15,0 ^c
A DÉCIDÉ DE LA PROFESSION OU DU MÉTIER EXERCÉ PLUS TARD	
Totalement décidé	21,0 ^a
Pas du tout, peu ou moyennement décidé	12,4 ^a
PRÉOCCUPÉ PAR LE CHOIX DE CARRIÈRE	
Pas du tout préoccupé	20,2 ^{**a}
Peu, moyennement ou fortement préoccupé	13,8 ^a
NIVEAU D'ENDETTEMENT PERÇU	
Peu ou pas endetté	13,4 ^a
Moyennement endetté	20,7 [*]
Très ou extrêmement endetté	26,3 ^{**a}
PERCEPTION DE SA SITUATION ÉCONOMIQUE OU FINANCIÈRE PAR RAPPORT AUX AUTRES JEUNES DU MÊME ÂGE	
Se considère comme à l'aise financièrement	13,5 ^a
Se considère comme pauvre ou très pauvre	20,1 ^a
INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE	
Oui	23,6 ^{**a}
Non	13,7 ^a

Source : Institut de la statistique du Québec, *Étude longitudinale du développement des enfants du Québec, 1998-2017*, calculs du ministère de la Famille.

Notes : 1. Nés au Québec en 1997-1998.

* Coefficient de variation compris entre 15 % et 25 %; à interpréter avec prudence.

** Coefficient de variation supérieur à 25 %; estimation imprécise fournie à titre indicatif seulement.

Pour une caractéristique donnée, les pourcentages (%) accompagnés d'un même exposant sont statistiquement différents au seuil de 0,05.

Un premier coup d'œil à ce tableau révèle d'abord que les jeunes femmes sont deux fois plus nombreuses que les jeunes hommes, en proportion, à avoir un projet d'enfant envisagé à court ou à moyen terme (20 % c. 9 %). Cette différence ne s'avère pas surprenante à la lumière de ce qui a été décrit jusqu'à maintenant.

Par ailleurs, les jeunes adultes âgés de 19 ans et dont le ou la conjointe a également exprimé l'intention d'avoir un enfant sont proportionnellement bien plus nombreux à exprimer une intention de fécondité ferme et envisageable à court ou à moyen terme (32 %) que celles et ceux dont le conjoint ou la conjointe ne veut pas d'enfant (8 %) ou celles et ceux n'ayant tout simplement pas de conjoint ou de conjointe (7 %). Il ne s'agit pas encore là de constats étonnants. La présence d'un conjoint ou d'une conjointe est « naturellement » requise, selon la quasi-totalité des jeunes rencontrés dans le cadre de l'étude qualitative du Conseil permanent de la jeunesse en 2007. Mais plus que cela, comme le soulignait déjà le Conseil de la famille et de l'enfance en 2006, le désir d'enfant simultané au sein du couple est une condition essentielle à la concrétisation de celui-ci. Les deux conjoints semblent alors considérer de manière concordante le projet parental comme la suite logique de leur parcours de vie conjugale (Dandurand et collab., 1997 ; Rousseau, 2020).

Les données de l'ELDEQ montrent également que les projets d'enfants envisageables à court ou à moyen terme sont associés à la trajectoire de départ du foyer parental. Les jeunes âgés de 19 ans ayant déjà quitté le domicile parental, de même que ceux ayant l'intention de le faire à court ou à moyen terme (d'ici cinq ans), sont respectivement de deux à trois fois plus nombreux, en proportion, à exprimer une intention de fécondité ferme et envisageable à court ou à moyen terme que ceux vivant toujours avec leurs parents et ayant l'intention de quitter le nid familial dans plus de cinq ans (26 % et 18 % c. 8 %). Ces résultats rejoignent les nombreux autres obtenus précédemment à ce sujet indiquant que de quitter le domicile familial constitue un déterminant primordial afin de former sa propre famille (Esteve et collab., 2020).

Parmi les facteurs jouant historiquement un rôle important dans la baisse de la fécondité observée au cours des dernières décennies, le prolongement des études occupe par ailleurs une place de choix. Il est vu comme un puissant motif de report de la venue d'un premier enfant (Wilkins, 2019). Il en est de même lorsque l'on examine le lien entre la poursuite d'études supérieures, prise ici sous l'angle du plus haut diplôme envisagé, et les intentions de fécondité fermes à court ou à moyen terme. En effet, les jeunes âgés de 19 ans souhaitant obtenir un diplôme d'études universitaires de 2^e ou de 3^e cycle sont deux à trois fois moins nombreux, en proportion, à envisager fermement d'avoir un enfant à court ou à moyen terme que ceux souhaitant obtenir un autre diplôme, qu'il soit du 1^{er} cycle universitaire, du collégial ou du secondaire (8 % c. 16 %, 25 % et 22 %). Ces observations concordent avec celles du Conseil permanent

de la jeunesse (2007) et rejoignent l'idée que la poursuite d'études retarde l'actualisation du désir d'enfant. Pour plusieurs jeunes interrogés, la sécurité financière n'est pas au rendez-vous durant les études. Elle ne le sera qu'au lendemain de la fin de ces dernières, en fonction d'un travail et d'un revenu réguliers. Une durée de formation plus courte, qui n'exige pas par exemple d'aller plus loin qu'un diplôme d'études secondaires ou collégiales, permet d'envisager plus rapidement le moment où l'on sera prêt à laisser libre cours au désir d'enfant.



En plus des études, le travail occupe une place centrale dans les décisions en matière de fécondité des jeunes adultes. Mais comme nombre de ces derniers cumulent travail et études à l'âge de 19 ans, une variable combinant les deux activités a été élaborée et intitulée « fréquentation scolaire et emploi » (**tableau 1**). On observe à cet effet que les jeunes sur le marché du travail qui ne sont plus aux études sont significativement plus nombreux à exprimer une intention de fécondité ferme et envisageable à court ou à moyen terme que ceux qui étudient, et ce, qu'ils travaillent ou non (24 % c. 15 % et 7 %). On note également que les jeunes qui ne sont ni en emploi ni aux études (23 %) sont proportionnellement plus nombreux à envisager fermement d'avoir un enfant à court ou à moyen terme que ceux qui sont seulement aux études. Dans le cas des jeunes qui ne sont ni en emploi ni aux études, l'expression pour plusieurs d'un projet ferme d'enfant à court ou à moyen terme traduit peut-être une priorité personnelle de premier plan, quelle que soit leur situation. Ce cas de figure sera traité dans la prochaine section de ce bulletin.

De toute évidence, les préoccupations des jeunes liées à leur avenir professionnel pèsent dans la balance lorsqu'il est question de se projeter à court ou à moyen terme dans la parentalité. Les jeunes ayant déjà décidé de la profession qu'ils aimeraient exercer plus tard sont plus susceptibles de vouloir fermement un enfant à court ou à moyen terme que ceux dont la décision n'est pas encore prise (21 % c. 12 %). Dans le même sens, les jeunes n'étant pas du tout préoccupés par leur choix de carrière sont proportionnellement plus nombreux à envisager un projet d'enfant à court ou à moyen terme que ceux qui s'en préoccupent davantage (20 % c. 14 %).

Des considérations financières et d'ordre matériel ne semblent pas par ailleurs dissuader les jeunes de mener à bien leur projet d'enfant à court ou à moyen terme. Les jeunes adultes qui se considèrent comme très ou extrêmement endettés sont, toutes proportions gardées, deux fois plus nombreux à souhaiter fermement avoir un enfant d'ici un horizon de cinq ans par rapport à ceux se considérant au mieux comme peu endettés (26 % c. 13 %). Le même constat est observé en ce qui a trait à la perception chez les jeunes de leur propre situation économique par rapport à celle des autres jeunes du même âge. L'intention ferme d'avoir un

enfant à court ou à moyen terme est ainsi beaucoup plus fréquente, en proportion, chez les jeunes se considérant comme pauvres ou très pauvres (20 %) comparativement à ceux qui se considèrent comme à l'aise financièrement (14 %). Il en est de même des jeunes adultes qui connaissent l'insécurité alimentaire, lesquels sont plus nombreux, en proportion, à exprimer une intention de fécondité ferme et envisageable à court ou à moyen terme, comparativement à ceux ne connaissant pas une telle situation. À première vue, il s'agit de résultats qui détonnent fortement puisque de nombreuses études ont déjà mis en relief que les conditions économiques défavorables peuvent rendre difficile la réalisation de projets tels que celui d'avoir un enfant (pour une revue sur le sujet, voir Wilkins, 2019). Cependant, ces résultats concordent avec ceux de Dandurand, Bernier et Lemieux (1997) qui avaient décelé,

chez certains jeunes de la vingtaine, une entrée précoce dans la parentalité à la suite de l'aboutissement rapide d'une certaine marginalisation économique perdurant par la suite. D'autres chercheurs ont également suggéré que l'incertitude économique pouvait constituer pour certains une motivation pour avoir des enfants (Friedman et collab., 1994, cité dans Pailhé, 2010). Avoir des enfants pourrait être, surtout pour les femmes ayant peu d'emprise sur leur situation économique, une stratégie pour réduire l'incertitude, la sphère familiale apparaissant dès lors moins incertaine que la sphère scolaire et professionnelle. Ainsi, lorsque la situation professionnelle ou le contexte économique sont incertains, devenir parent pourrait être un moyen de rendre le futur plus sûr pour les plus marginalisés.



Ce qui augmente ou réduit les probabilités d'exprimer le souhait de devenir parent à court ou à moyen terme

Devant une situation aussi complexe, de nombreuses caractéristiques semblent interagir avec l'intention ferme d'avoir ou non un enfant au cours des cinq prochaines années. De plus, certaines d'entre elles sont interreliées, de sorte qu'il est difficile de distinguer leur contribution. Il s'avère ainsi nécessaire de procéder à une analyse statistique qui tienne compte simultanément de toutes ces caractéristiques. Les résultats de l'analyse de régression logistique réalisée à cet effet sont présentés au **tableau 2** (pour plus de détails, voir l'encadré de la section « Précisions méthodologiques »).

À la lecture de ce tableau, on constate que, parmi les caractéristiques des jeunes hommes et des jeunes femmes examinées dans la section précédente, quelques-unes sont effectivement associées à des probabilités plus élevées, ou plus faibles, d'exprimer des intentions de fécondité fermes pour les prochaines années. On remarque d'abord que les jeunes femmes, comparativement aux jeunes hommes, sont près de trois fois plus susceptibles de formuler le projet de devenir parent à court ou à moyen terme.

De même, les jeunes qui ont un conjoint ou une conjointe exprimant l'intention d'avoir des enfants prochainement ont beaucoup plus de chances d'envisager sérieusement la concrétisation de ce projet dans un avenir rapproché que ceux qui n'ont pas de conjoint ou de conjointe. Cette situation multiplie en effet par près de cinq les probabilités de déclarer un tel souhait. Quant aux jeunes qui sont en couple, mais qui ne connaissent pas les intentions de leur partenaire, ceux-ci ont significativement moins de chances d'exprimer un désir d'enfant à court ou à moyen terme, comparativement aux jeunes n'ayant pas de conjoint ou de conjointe.

En ce qui a trait à la situation résidentielle, le fait de résider au domicile parental sans exprimer l'intention d'aller vivre ailleurs réduit environ de moitié les probabilités d'exprimer un projet d'enfant à court ou à moyen terme par rapport à celui d'avoir l'intention de quitter à court ou à moyen terme le foyer parental.

Le fait d'envisager des études supérieures est aussi associé à une réduction de ces probabilités. En effet, les jeunes qui souhaitent un jour détenir une maîtrise ou un doctorat sont moins susceptibles de déclarer l'intention ferme de devenir parent dans un avenir proche, comparativement à ceux qui envisagent de conclure leur parcours avec un diplôme universitaire de premier cycle.

Tableau 2 Rapport des cotes de probabilité qu'un jeune de 19 ans¹ ait l'intention ferme d'avoir un enfant à court ou à moyen terme, Québec, 2017

Rapport de cotes ²	
%	
SEXE	
Homme	1
Femme	2,94***
INTENTION DE FÉCONDITÉ DU CONJOINT OU DE LA CONJOINTE	
Na pas de conjoint	1
Conjoint a l'intention d'avoir un enfant	4,91***
Conjoint n'a pas l'intention d'avoir un enfant	0,67
Conjoint ne sait pas s'il a l'intention d'avoir un enfant	0,16*
SITUATION RÉSIDENTIELLE	
A l'intention de quitter le domicile parental d'ici quatre ans	1
A déjà quitté le domicile parental	1,13
Réside au domicile parental	0,54**
PLUS HAUT DIPLÔME SOUHAITÉ	
Diplôme d'études secondaires ou moins	1,38
Diplôme d'études collégiales	1,43
Diplôme universitaire de 1 ^{er} cycle	1
Maîtrise ou doctorat	0,41***
Aucun diplôme souhaité en particulier	1,17
STATUT D'EMPLOI ET D'ÉTUDES	
Ni aux études ni au travail	2,59*
Au travail seulement	2,28**
Aux études seulement	1
Aux études et au travail	1,46
A DÉCIDÉ DE LA PROFESSION OU DU MÉTIER EXERCÉ PLUS TARD	
Totalement décidé	1,73**
Pas du tout, peu ou moyennement décidé	1
NIVEAU D'ENDETTEMENT PERÇU	
Peu ou pas endetté	1
Moyennement endetté	1,43
Très ou extrêmement endetté	2,32*

Source : Institut de la statistique du Québec, *Étude longitudinale du développement des enfants du Québec, 1998-2017*, calculs du ministère de la Famille.

Notes : 1. Nés au Québec en 1997-1998.

2. Un rapport de cotes supérieur à 1 indique que le fait de détenir la caractéristique (par rapport à celle de référence) augmente la probabilité d'exprimer l'intention ferme d'avoir un enfant dans un court délai, comparativement à la probabilité de ne pas être dans cette situation. Un rapport de cotes inférieur à 1 indique que le fait de la détenir diminue cette probabilité comparative.

Niveau de signification statistique: *** p < 0,001 **p < 0,01 * p < 0,05.

Sur le plan professionnel, le **tableau 2** révèle qu'il est plus probable que les Québécoises et les Québécois âgés de 19 ans déclarent vouloir des enfants prochainement lorsqu'ils sont bien branchés quant à leur occupation future, en comparaison de ceux ayant fourni une autre réponse à cette question.

En ce qui a trait à l'occupation actuelle, on remarque que l'expression ferme d'un projet parental prévu dans les prochaines années est moins probable chez les jeunes aux études que chez ceux déclarant d'autres occupations. Ceux qui ne sont ni aux études ni au travail, comme ceux qui sont au travail seulement, sont au moins deux fois plus susceptibles de déclarer qu'ils souhaitent avoir un enfant à court ou à moyen terme que ceux qui étudient seulement.

Finalement, les résultats relatifs à la situation d'endettement ont encore de quoi surprendre. Par rapport aux jeunes qui ont l'impression d'être peu ou pas du tout endettés, ceux qui se considèrent comme très ou extrêmement endettés ont plus de chances de déclarer qu'ils souhaitent avoir un enfant à court ou à moyen terme. Que peut signifier l'expression d'une intention de fécondité ferme à court ou à moyen terme dans un contexte d'endettement élevé à l'aube du passage à la vie adulte ? Il est possible qu'elle résulte d'une stratégie ayant permis de rapidement mettre à disposition les conditions matérielles (logement, biens durables, etc.) préalables à la venue d'un enfant. Somme toute rares chez les jeunes, ces situations d'endettement élevé peuvent également traduire des trajectoires

atypiques, tant par l'histoire familiale d'origine que sur le plan de l'intégration scolaire et sociale (Dandurand et collab., 1997). Les jeunes endettés ont peut-être également une situation conjugale favorable, notamment une conjointe ou un conjoint ayant une situation financière plus confortable pouvant contrebalancer une situation individuelle d'endettement. L'ELDEQ n'a malheureusement pas recueilli d'informations détaillées sur les conjoints des jeunes permettant d'analyser ces possibilités ni sur le type de dette (carte de crédit, prêt hypothécaire, prêts étudiants, etc.) pouvant avoir une incidence différente sur les comportements de fécondité, compte tenu de leur nature (Nau et collab., 2015).

En résumé

Au Québec, en 2017 :

- Les jeunes âgés de 19 ans déclarent en grande majorité qu'ils souhaitent avoir des enfants au cours de leur vie (66 %), les jeunes femmes davantage que les jeunes hommes (73 % c. 60 %). Environ un jeune adulte sur dix indique ne pas vouloir d'enfant, tandis qu'un sur quatre (24 %) demeure indécis.
- Parmi ceux qui ont indiqué vouloir avoir un enfant :
 - les deux tiers croient qu'ils ne changeront pas d'avis ;
 - environ un jeune sur douze (8 %) envisage devenir parent au cours des trois prochaines années, et un sur cinq (21 %) d'ici quatre ou cinq ans. Près de la moitié (47 %) indiquent cependant que ce projet ne devrait probablement pas se concrétiser avant l'atteinte de leurs 25 ans, mais avant 30 ans. Finalement, environ 15 % de ces jeunes indiquent qu'ils attendront l'orée de la trentaine avant de devenir parents ;
 - une très forte majorité des jeunes ayant indiqué avoir l'intention d'avoir un enfant souhaitent en avoir deux ou plus (90 %) et peu d'entre eux indiquent n'en souhaiter qu'un seul (6 %). Les autres ne sont pas encore décidés quant au nombre d'enfants désirés (4 %).
- Le fait d'être une femme, d'avoir un conjoint ou une conjointe ayant l'intention d'avoir des enfants, d'avoir un projet professionnel défini et d'avoir un niveau d'endettement important sont des facteurs qui, chez les jeunes adultes, augmentent la probabilité d'exprimer l'intention ferme d'avoir des enfants à court ou à moyen terme.
- Inversement, résider au domicile parental sans avoir l'intention de le quitter, envisager des études universitaires de cycle supérieur et être aux études plutôt qu'en emploi réduisent les chances d'exprimer de telles intentions.

Bibliographie

- BALBO, Nicoletta, Francesco BILLARI et Melinda MILLS (2012). « Fertility in Advanced Societies: A review of research », *European Journal of Population*, vol. 29, n° 1, p. 1-38.
- BRAUNER-OTTO, Sarah et Claudia GEIST (2018). « Uncertainty, Doubts, and Delays: Circumstances and Childbearing Experiences Among Emerging Adults », *Journal of Family Economic Issues*, n° 39, p. 88-102.
- CHAIRE-RÉSEAU DE RECHERCHE SUR LA JEUNESSE DU QUÉBEC (2021). *Présentation de la Chaire*, [En ligne] <http://www.chairejeunesse.ca/index.php/a-propos>.
- CONSEIL DE LA FAMILLE ET DE L'ENFANCE (2007). *Transitions familiales. Le Rapport 2005-2006 sur la situation et les besoins des familles et des enfants*, Québec, Conseil de la Famille et de l'enfance, 234 p.
- CONSEIL PERMANENT DE LA JEUNESSE (2007). *Oui, passionnément, à la folie ! Le désir d'enfant chez les jeunes*, Québec, Conseil permanent de la jeunesse, 96 p.
- DANDURAND, Renée-B., Léon BERNIER, Denise LEMIEUX et Germain DULAC (1997). *Le désir d'enfant : du projet à la réalisation – texte synthèse du rapport de recherche*, Montréal, Institut national de la recherche scientifique – Culture et société, 42 p.
- DIRECTION RÉGIONALE DE LA SANTÉ PUBLIQUE DE MONTRÉAL (2020). *Les impacts collatéraux de la pandémie sur les jeunes adultes*, 6 p.
- EDMONSTON, Barry, Sharon LEE et Zheng WU (2010). « Fertility intentions in Canada: Change or No Change ? », *Canadian Studies in Population*, vol. 37, n° 3-4, p. 297-337.
- ESTEVE, Albert, Diederik BOERTIEN, Ryohei MOGI et Mariona Lozano (2020). « Moving out the parental home and partnership formation as social determinants of low fertility », *Vienna Yearbook of Population Research*, vol. 18, p. 33-37.
- FONDS DES NATIONS-UNIES POUR LA POPULATION (2018). *Le pouvoir du choix. Les droits reproductifs et la transition démographique*, New York, Fonds des Nations-Unies pour la population, 156 p.
- FRIEDMAN, Debra, Michael HECHTER et Satoshi KANAZAWA (1994). « A theory of the value of children », *Demography*, vol. 31, n° 3, p. 375-401.
- HENRIPIN, Jacques et Évelyne LAPIERRE-ADAMCYK (1974). *La fin de la revanche des berceaux : Qu'en pensent les Québécoises ?*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 164 p.
- KUHNT, Anne-Kristin, Lara MINKUS et Petra BUHR (2021). « Uncertainty in fertility intentions from a life course perspective: Which life course markers matter ? », *Journal of Family Research*, vol. 33, n° 1, p. 184-208.
- LAPIERRE-ADAMCYK, Évelyne (1982). *Les aspirations des Québécois en matière de fécondité*, Montréal, Département de démographie de l'Université de Montréal, 104 p.
- LAPIERRE-ADAMCYK, Évelyne et Germain BINGOLY-LIWORO (2003). *Attitudes à l'égard de la famille et projets de fécondité au Québec*, Montréal, Centre interuniversitaire d'études démographiques, 63 p.
- LIEFBROER, Aart (2009). « Changes in family sizes intentions across young adulthood: A life course perspective », *European Journal of population*, n° 25, p. 363-386.
- MINISTÈRE DE LA FAMILLE (2017). « Un, deux, trois enfants ? Bientôt, plus tard, jamais ? Les désirs et projets d'enfants des Québécoises », *Bulletin Quelle famille ?*, vol. 5, n° 3, 12 p.
- MINISTÈRE DE LA FAMILLE (2019). *Plan stratégique 2019-2023*, Québec, Gouvernement du Québec, 42 p.
- MOLGAT, Marc (2010). *Les valeurs des jeunes au Canada*, Ottawa, Projet de recherche sur les politiques, 54 p.
- NAU, Michael, Rachel DWYER et Randy Hodson (2015). « Can't afford a baby ? Debt and young Americans », *Research in social stratification and mobility*, n° 42, p. 114-122.
- OBSERVATOIRE DES RÉALITÉS FAMILIALES DU QUÉBEC (2019). *Les femmes québécoises veulent-elles encore des enfants ? Grands enjeux*, [En ligne] <http://www.orfq.inrs.ca/les-femmes-quebecoises-veulent-elles-encore-des-enfants>.
- PAILHÉ, Ariane (2010). « Effet attendu de la crise économique actuelle sur les naissances: quelques hypothèses », *Politiques sociales et familiales*, n° 100, p. 97-103.
- PIERREPONT, Catherine et Joseph LÉVY (2017). « L'infécondité volontaire: Motivations et enjeux de transmission dans un forum de discussion », *Anthropologie et Sociétés*, vol. 41, n° 2, p. 175-199.
- PRONOVOST, Gilles et Chantal ROYER (2004). *Les valeurs des jeunes*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 266 p.
- ROUSSEAU, Kevin (2020). *L'engagement dans la parentalité: étude du processus menant à la décision d'avoir un enfant dans les parcours de vie de nouveaux parents*, Université Laval, mémoire de maîtrise, 174 p.
- ROY, Jacques (2007). « La perspective québécoise des valeurs des jeunes. Une étude de cas: les valeurs des cégépiens », *Pensée plurielle*, n° 14, p. 35-43.
- ROY, Laurent (2004). *Natalité et interventions publiques*, Québec, Ministère de l'Emploi, de la Solidarité sociale et de la Famille, 52 p.
- ROY, Laurent et Jean BERNIER (2006). *La politique familiale, les tendances sociales et la fécondité au Québec: une expérimentation du modèle nordique ?*, Québec, Ministère de la Famille, des Aînés et de la Condition féminine, 113 p.
- ROYER, Chantal (2009). « Les jeunes et leur avenir: une analyse de leurs projets familiaux », *Enfances, Familles, Générations*, n° 10, [En ligne] <https://www.erudit.org/fr/revues/efg/2009-n10-efg3114/037519ar>.
- SECRÉTARIAT À LA JEUNESSE (2016). *Politique québécoise de la jeunesse 2030. Ensemble pour les générations présentes et futures*, Québec, Gouvernement du Québec, 89 p.
- STATISTIQUE CANADA (2021). « Les statistiques. Le pouvoir des données ! », [En ligne] <https://www150.statcan.gc.ca/n1/edu/power-pouvoir/toc-tdm/5214718-fra.htm>.
- TESTA, Maria Rita et Francesco RAMPAZZO (2018). « From intentions to births: paths of realisation in a multi-dimensional life course », *Vienna Yearbook of Population Research*, vol. 16, p. 177-198.
- TREMBLAY, Gilles et Jacques ROY (2015). *Où en sont les hommes en 2014 ? Sondage sur les valeurs, les rôles sociaux et le rapport des hommes québécois avec les services*, Montréal, Centre de recherche interdisciplinaire sur la violence familiale et la violence faite aux femmes, 114 p.
- WILKINS, Elizabeth (2019). *Low fertility: A review of the determinants*, Working Paper n° 2, United Nations Population Fund, 54 p.

ANNEXE

Répartition (en %) des jeunes de 19 ans¹ en fonction de diverses caractéristiques sociodémographiques, Québec, 2017

	%
SEXE	
Homme	48,8
Femme	51,2
INTENTION DE FÉCONDITÉ DU CONJOINT OU DE LA CONJOINTE	
Na pas de conjoint	56,0
Conjoint a l'intention d'avoir un enfant	33,1
Conjoint n'a pas l'intention d'avoir un enfant	3,4
Conjoint ne sait pas s'il a l'intention d'avoir un enfant	7,5
SITUATION RÉSIDENTIELLE	
A l'intention de quitter le domicile parental d'ici quatre ans	51,6
A déjà quitté le domicile parental	10,2
Réside au domicile parental	38,2
PLUS HAUT DIPLÔME SOUHAITÉ	
Diplôme d'études secondaires ou moins	15,5
Diplôme d'études collégiales	11,4
Diplôme universitaire de 1 ^{er} cycle	25,1
Maîtrise ou doctorat	38,6
Aucun diplôme souhaité en particulier	9,4
STATUT D'EMPLOI ET D'ÉTUDES	
Ni aux études ni au travail	3,7
Au travail seulement	14,0
Aux études seulement	25,5
Aux études et au travail	56,9
A DÉCIDÉ DE LA PROFESSION OU DU MÉTIER EXERCÉ PLUS TARD	
Totalement décidé	73,8
Pas du tout, peu ou moyennement décidé	26,2
PRÉOCCUPÉ PAR LE CHOIX DE CARRIÈRE	
Pas du tout préoccupé	12,7
Peu, moyennement ou fortement préoccupé	87,3
NIVEAU D'ENDETTEMENT PERÇU	
Peu ou pas endetté	86,6
Moyennement endetté	9,3
Très ou extrêmement endetté	4,2
PERCEPTION DE SA SITUATION ÉCONOMIQUE OU FINANCIÈRE PAR RAPPORT AUX AUTRES JEUNES DU MÊME ÂGE	
Se considère comme à l'aise financièrement	82,7
Se considère comme pauvre ou très pauvre	17,3
INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE	
Oui	8,4
Non	91,6

Source : Institut de la statistique du Québec, *Étude longitudinale du développement des enfants du Québec, 1998-2017*, calculs du ministère de la Famille.

Notes : 1. Nés au Québec en 1997-1998 et résidant au Québec en 2017.

* Coefficient de variation compris entre 15 % et 25 %; à interpréter avec prudence.

** Coefficient de variation supérieur à 25 %; estimation imprécise fournie à titre indicatif seulement.

Pour une caractéristique donnée, les pourcentages (%) accompagnés d'un même exposant sont statistiquement différents au seuil de 0,05.

DONNÉES DISPONIBLES SUR DEMANDE

D'autres données sont disponibles sur demande. Faites votre commande à l'adresse de courriel suivante : quelle-famille@mfa.gouv.qc.ca.

PRODUCTION ET RÉDACTION

Philippe Pacaut, avec la collaboration de Joanie Migneault et Gabrielle Juteau

COORDINATION – BULLETINS *QUELLE FAMILLE?*

Joanie Migneault et Kevin Rousseau

RELECTURE

Kevin Rousseau

ADAPTATION GRAPHIQUE ET ÉDITION

Direction des communications, ministère de la Famille

Nous remercions Solène Lardoux, professeure agrégée au département de démographie de l'Université de Montréal, pour ses commentaires et conseils sur la version préliminaire du texte.

POUR CITER CE DOCUMENT

MINISTÈRE DE LA FAMILLE (2022), « Les jeunes Québécoises et les jeunes Québécois veulent-ils (encore) avoir des enfants? », *Bulletin Quelle famille?*, volume 9, numéro 2, 16 pages.

ISSN: 2292-0846 (PDF)

Dépôt légal – Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2022

Dépôt légal – Bibliothèque et Archives Canada, 2022

© Gouvernement du Québec

À PARAÎTRE

Le prochain numéro du bulletin *Quelle famille?* portera sur les familles monoparentales.

Cette publication a été préparée par la Direction de la veille et des connaissances stratégiques, Sous-ministériat des politiques et programmes, ministère de la Famille.

Vous pouvez envoyer vos commentaires sur cette publication à cette adresse : quelle-famille@mfa.gouv.qc.ca.